

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 AVRIL 1908.

Proposition de loi organisant une consultation du corps électoral sur la proposition d'acquisition de la colonie du Congo.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Il n'est pas contesté que l'annexion du Congo doit avoir pour la Belgique d'importantes conséquences. Selon les uns, elle assurera la prospérité du pays. D'autres, au contraire, y voient la ruine de nos finances publiques, l'appauvrissement de la nation et, peut-être, dans l'avenir, des périls pour son indépendance.

L'entreprise personnelle du Roi, devenu, en 1885, Souverain du Congo avec l'assentiment des Chambres, a été suivie par les Belges avec intérêt, mais, comme le constatait, jusqu'en 1887, M. Beernaert, alors Chef du Cabinet : « partout et toujours le pays a marqué son intention d'y demeurer directement étranger. »

Des Belges nombreux, notamment des officiers et des fonctionnaires, ont cependant prêté au Roi leur concours le plus dévoué. C'est grâce à ce concours, grâce au concours financier du Parlement, grâce encore à la situation du Roi des Belges, que le Souverain du Congo a pu aboutir dans cette difficile entreprise.

Jamais une telle œuvre n'aurait pu être réalisée par un simple particulier. On n'oubliera pas que des Belges ont donné leur vie pour le triomphe du Roi qui, pour eux, personnifiait la Belgique.

Le Roi avait d'ailleurs, par son testament du 2 août 1889, légué le Congo à la Belgique et, en 1890, en échange d'un prêt de 25 millions, il lui donnait le droit de l'annexer après 10 années d'observation.

L'annexion a été ajournée et la Belgique devrait, semble-t-il, après 18 années, être à même de décider en pleine connaissance de cause. Mais les renseignements lui ont toujours manqué, l'Administration de la colonie n'a pas cessé de manifester une véritable répugnance pour la publicité de ses actes, de sorte, qu'aujourd'hui encore, comme en 1890, où M. de Coninck de Merckem le constatait au Sénat, le Congo est resté pour la Belgique le continent mystérieux.

Aussi la nation est-elle demeurée défiante, elle attend toujours qu'on l'éclaire ou qu'on lui montre où est son intérêt.

Répondant à la déclaration ministérielle, dans la séance du 21 janvier dernier, l'honorable Vice-Président du Sénat, M. Dupont, rappelant que la question congolaise n'est pas une question de parti, que c'est une question nationale, dans laquelle l'honneur, l'avenir, l'indépendance même de la patrie sont engagés, constatait que le pays en était profondément troublé et inquiet.

Est-il possible que, dans ces conditions, la décision soit prise par des Chambres élues sans mandat spécial, sans qu'au moins les électeurs soient appelés à donner leur avis ?

Lors de la discussion à la Chambre de la revision de l'article 1^{er} de la Constitution, dans la séance du 13 juillet 1893, deux propositions furent déposées dans le but d'éviter le vote, par surprise, sur l'annexion du Congo.

L'une de ces propositions que le signataire de cet exposé eut l'honneur de formuler avec l'appui de plusieurs de ses collègues, soumettait des projets de loi sur l'acquisition de colonies ou de possessions d'outre-mer à deux votes successifs des Chambres, à trois mois d'intervalle au moins et, après adoption par les Chambres, les projets de loi, dans un délai minimum de trois mois, devaient être soumis à l'avis des citoyens qui élisent les membres de la Chambre des Représentants.

La seconde proposition émanait de M. de Kerchove de Denterghem. Elle portait qu'aucune des deux Chambres ne peut délibérer sur l'acquisition ou la cession de colonies que dans les formes prescrites par l'article 62, c'est-à-dire à la majorité des deux tiers des voix.

La première proposition, appuyée par M. Janson, était défendue par M. Féron, qui insistait sur l'inadmissibilité de l'acquisition éventuelle du Congo par une simple loi et il rappelait à la Chambre que les élections d'où elle était sortie, n'avaient pas porté sur la question du Congo.

M. Beernaert, chef du Cabinet, reconnaissait que le double vote avec un certain intervalle pourrait présenter des avantages en ce qu'il exigeait un examen plus prolongé, plus réfléchi, et il rappelait qu'en Angleterre tout bill n'est adopté qu'après plusieurs lectures ; mais, comme la Belgique ne devait prendre sa résolution qu'en 1900, elle aurait eu alors une expérience exceptionnellement prolongée.

M. Woeste appuyait M. Beernaert en disant que l'on n'imposerait pas à la Chambre un vote de surprise et que les mandataires de la nation pourraient, dans l'intervalle, s'en entretenir avec le corps électoral.

Ce sont ces considérations qui firent rejeter les deux propositions établissant des garanties spéciales.

Or, en fait, la question coloniale n'a jamais été soumise au corps électoral. Elle divise les partis et, par un accord tacite, elle a été tenue à l'écart pour ne pas troubler l'entente sur les questions politiques. On s'est réservé pour le jour où l'annexion serait proposée.

L'échéance de 1900 a passé, la décision a été ajournée, et c'est vraiment

par surprise que la question a été soulevée au moment où le produit de la colonie doit subir une énorme réduction du chef de la suppression du travail forcé et de la baisse considérable de la valeur du caoutchouc.

Or les Chambres actuelles n'ont aucun mandat pour la résoudre. On ignorait d'ailleurs que le Roi engageait les énormes capitaux empruntés pour le Congo, dans des dépenses somptuaires, en Belgique et en France, n'ayant aucun rapport avec l'entreprise coloniale et que la Belgique, loin de recevoir le Congo sans autre charge, aurait à supporter les lourdes conséquences financières de ces dépenses inutiles. On ne pouvait supposer, non plus, que le projet de cession serait accompagné d'autres conditions onéreuses et telles qu'elles peuvent être considérées comme incompatibles avec nos institutions.

Les élections prochaines ne pourraient donner qu'une indication indécise sur les sentiments d'une fraction du corps électoral.

Dès lors, faut-il dissoudre les Chambres et procéder à des élections générales, ou n'est-il pas plus simple, plus pratique et plus clair de consulter directement le corps électoral sur la seule question de l'annexion, indépendamment de toute question politique et de toute question de personnes ?

Il est à noter que lors de la revision de la Constitution, le Gouvernement d'alors, d'accord avec le Roi, s'était prononcé en faveur d'une consultation directe des électeurs, sous certaines conditions que la Constitution nouvelle aurait réglementées. La proposition a été retirée, mais M. Beernaert, Chef du Cabinet, a déclaré que ce retrait n'impliquait pas l'interdiction de recourir, dans un cas donné, à la mesure proposée, qui n'est, en somme, qu'un mode d'exercice du droit d'enquête qui appartient aux deux Chambres.

Telles sont les considérations qui motivent le dépôt de la proposition de loi que j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre.

HUBIN.

PROPOSITION DE LOI

organisant une consultation du corps électoral sur la proposition d'acquisition de la colonie du Congo.

ARTICLE PREMIER.

Les citoyens inscrits sur les listes des électeurs pour la Chambre des Représentants seront appelés à émettre leur avis sur les deux questions suivantes :

I. — Y a-t-il lieu, pour la Belgique, de reprendre le Congo en usant des droits qui lui ont été conférés par le testament royal du 2 août 1889 et par les conventions qui le complètent ?

II. — La reprise du Congo peut-elle être subordonnée aux conditions indiquées dans le traité du 28 novembre 1907 et la convention additionnelle du 5 mars 1908 ?

Le résultat de cette consultation n'aura d'autre valeur que celle d'une enquête parlementaire.

ART. 2.

L'avis des électeurs, donné par l'article précédent, sera émis le dimanche . . . prochain.

ART. 3.

Les électeurs seront convoqués et les votes seront recueillis et recensés conformément aux dispositions du Code électoral.

WETSVOORSTEL

tot bijeenroeping van het Kiezerskorps om het te raadplegen omtrent het overnemen van den Congo als kolonie.

EERSTE ARTIKEL.

De burgers, die op de kiezerslijsten voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers zijn ingeschreven, worden geroepen om hunne meening over de volgende twee vragen te doen kennen :

I. — Bestaat er reden, voor België, om den Congo over te nemen, daarbij gebruik makende van de rechten aan België toegekend door het koninklijk testament van 2 Augustus 1889 en door de overeenkomsten die het aanvullen ?

II. — Kan de overneming van den Congo afhankelijk worden gemaakt van de voorwaarden, aangeduid in het verdrag van 28 November 1907 en in de bijkomende overeenkomst van 5 Maart 1908 ?

De uitslag van deze raadpleging zal geene andere waarde hebben dan die van een parlementair onderzoek.

ART. 2.

De meening der kiezers, ingevolge het vorig artikel gegeven, zal worden uitgedrukt op Zondag aanstaande...

ART. 3.

De kiezers worden opgeroepen en de stemmen opgenomen en geteld overeenkomstig de bepalingen van het Kieswetboek.

ART. 4.

Dans chaque arrondissement, le droit de désigner des témoins des opérations du vote et du dépouillement devra être exercé par 100 ou 50 électeurs, suivant la distinction établie par l'article 164 du Code électoral, et sauf à réduire le nombre des témoins désignés par application du troisième alinéa de l'article 165.

ART. 5.

Les bulletins de vote qui seront remis aux électeurs reproduiront les questions I et II, formulées en l'article premier, et porteront, à la droite de chaque question, une case réservée au vote affirmatif et surmontée du mot « oui » et, à la gauche de chaque question, une case identique réservée au vote négatif et surmontée du mot « non ».

Les cases réservées au vote seront noires et présenteront, au milieu, un petit cercle de la couleur du papier, comme il est dit à l'article 168 du Code électoral.

ART. 6.

Le Gouvernement transmettra le résultat officiel du vote au Roi, au Sénat et à la Chambre des Représentants.

ART. 4.

In elk arrondissement, moet het recht om voor de verrichtingen van stemmen en stemopneming getuigen aan te wijzen, worden uitgeoefend door 100 of 50 kiezers, volgens het onderscheid voorkomende in artikel 164 van het Kieswetboek en mits het getal getuigen, door toepassing van het 3^{de} lid van artikel 165 aangewezen, verminderd wordt.

ART. 5.

De aan de kiezers af te geven stembriefjes vermelden de in artikel I gestelde vragen I en II, en rechts van elke vraag staat een vak, aan de bevestigende stemming voorbehouden, met het woord : « ja » daarboven, en, links van elke vraag, een soortgelijk vak, aan de ontkennende stemming voorbehouden, met het woord : « neen » daarboven.

De vakken, aan de stemming voorbehouden, zijn zwart en in het midden daarvan staat een kleine cirkel van dezelfde kleur als het papier, zooals is gezegd in artikel 168 van het Kieswetboek.

ART. 6.

De Regeering doet den officieelen uitslag van de stemming kennen aan den Koning, aan den Senaat en aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

G. HUBIN.

L. FURNÉMONT.

L. BERTRAND.

C. DEMBLON.

J. DESTREE.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 APRIL 1908.

Wetsvoorstel tot bijeenroeping van het kiezerskorps om het te raadplegen omtrent het overnemen van den Congo als kolonie.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Niemand betwist dat de inlijving van den Congostaat gewichtige gevolgen voor België zal hebben. Volgens de eenen, zal zij 's lands voorspoed verzekeren. Daarentegen zien anderen daarin den ondergang van de openbare financiën, de verarming der natie en wellicht later gevaren voor onze onafhankelijkheid.

De persoonlijke onderneming van den Koning, die in 1885, met instemming der Kamers, Souverein van den Congostaat werd, hebben de Belgen met belangstelling nagegaan, doch, zooals reeds in 1887 is gezegd door den heer Beernaert, leider van het toenmalig Ministerie, « overal en te allen tijde gaf het land blijk van zijn voornemen om daaraan rechtstreeks vreemd te blijven ».

Talrijke Belgen, inzonderheid officieren en ambtenaren, stonden evenwel den Koning trouw ter zijde. Dank zij deze medewerking, dank zij den geldelijken steun des Parlements, dank zij ook zijne hoedanigheid als Koning der Belgen, kon de Souverein van den Congostaat slagen in zijne lastige onderneming.

Een particulier persoon hadde dergelijk werk niet kunnen verwezenlijken. Nooit zal men vergeten dat vele Belgen het leven lieten voor de zegenpraal des Konings, die, volgens hen, België verpersoonlijkte.

De Koning had overigens, bij zijn testament van 2 Augustus 1889, den Congostaat vermaakt aan België, en, in 1890, verruilde hij tegen eene leening van 25 miljoen het recht om dien Staat bij België in te lijven, na eene afwachtede houding gedurende tien jaren.

De inlijving werd verdaagd en nu achttien jaren verlopen zijn, zou België, schijnt het, in staat moeten zijn met volle kennis van zaken eene beslissing te nemen. Doch altijd ontbeerde België de noodige inlichtingen, het Bestuur der kolonie bleef volkomen wars van openbaarheid zijner

dadon, zoodat nog heden ten dage kan gezegd worden wat, in 1890, de heer de Coninck deed uitschijnen in den Senaat: de Congostaat is voor België het geheimzinnige land gebleven.

Ook is ons volk nog steeds wantrouwend en wacht het nog steeds op de inlichtingen die hem moeten aantoonen wat zijn belang vergt.

Antwoordende op de ministerieele verklaring ter Senaatsvergadering van 21 Januari laatsleden, herinnerde de achtbare Ondervoorzitter, de heer Dupont, dat het Congoleesche vraagstuk niet eene partijzaak is, maar wel een nationaal vraagstuk, waarbij is betrokken de eer, de toekomst, zelfs de onafhankelijkheid van het vaderland, en achtte hij dat het land daardoor diep ontrust en angstig was.

Kan het mogelijk zijn dat, onder zulke omstandigheden, eene beslissing wordt genomen door Kamers die daartoe volstrekt geen opdracht hebben gekregen, de kiezers niet eens daarover geraadpleegd geweest zijnde?

Toen ter Kamervergadering van 13 Juli 1893 werd gehandeld over de herziening van het eerste artikel, werden twee voorstellen voorgelegd, opdat er niet bij verrassing zou worden gestemd over de inlijving van den Congo.

Volgens een der voorstellen — het voorstel dat ik de eer had met verscheidene mijner collegas te onderteekenen — behoorde er over de wetsontwerpen tot verwerving van koloniën of overzeesche bezittingen tweemaal door de Kamers te worden gestemd, met tusschenpoos van ten minste drie maanden, en nadat zij door de Kamers waren goedgekeurd, moesten de wetsontwerpen binnen een termijn van ten minste drie maanden worden onderworpen aan het oordeel der burgers die zijn bevoegd de leden voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers te verkiezen.

Het tweede voorstel, uitgaande van den heer de Kerchove de Denterghem, hield in dat geene van beide Kamers kan beraadslagen omtrent overneming of afstand van koloniën, tenzij bij meerderheid van de twee derden der stemmen.

Het eerste voorstel, gesteund door den heer Janson, werd verdedigd door den heer Féron, die drukte op de onmogelijkheid om, bij voorkomend geval, den Congostaat door middel van eene eenvoudige wet over te nemen; hij herinnerde insgelijks dat er tijdens de verkiezingen, waaruit de Kamer was ontstaan, geen sprake was geweest van Congoleesche aangelegenheden.

De heer Beernaert, Kabinetshoofd, erkende dat de tweevoudige stemming, met zekere tusschenpoos, voordeelen kon opleveren, doordien zij een langer en meer beredeneerd onderzoek vergde; hij herinnerde dat elk wetsontwerp in het Engelsche Parlement eerst na verscheidene lezingen wordt goedgekeurd; doch vermits België eerst in 1900 eene beslissing moest nemen, zou het alsdan eene uitzonderlijk langdurige ervaring hebben opgedaan.

De heer Beernaert werd gesteund door den heer Woeste, die zegde dat men de Kamer geene stemming bij verrassing zou opdringen en dat de verkozenen des volks daarover intusschen konden onderhandelen met het kiezerskorps.

Om deze redenen werden de twee voorstellen tot het verleenen van waarborgen afgewezen.

Welnu, het koloniale vraagstuk werd nooit feitelijk onderworpen aan het kiezerskorps. De partijen zijn het daarover niet eens, en bij stilzwijgende overeenkomst werd het ter zijde geschoven, ten einde geene stoornis te brengen in de verstandhouding over politieke vraagstukken; men verkoos te wachten tot den dag waarop de inlijving zou voorgesteld worden.

De datum van 1900 is verstreken, de beslissing werd verdaagd, en 't is waarlijk bij verrassing dat het vraagstuk werd opgeworpen, op 't oogenblik dat de opbrengsten der kolonie aanzienlijk moeten verminderen, ten gevolge van de afschaffing van gedwongen arbeid en de overgrootte daling der waarde van het caoutchouc.

Welnu, de tegenwoordige Kamers hebben geen last hoegenaamd gekregen om het vraagstuk op te lossen. Men wist overigens niet dat de Koning de aanzienlijke kapitalen, geleend voor den Congo, belegde in uitgaven van weelde, zoo in België als in Frankrijk, en die volstrekt niets te maken hebben met de koloniale onderneming. Evenmin wist men dat België, wel verre van den Congostaat te verwerven zonder hoegenaamden last, de geldelijke gevolgen van die vruchteloze uitgaven zou te dragen hebben. Niemand kon ook onderstellen dat aan het ontwerp tot afstand zulke schadelijke lasten zouden verbonden zijn, dat zij kunnen beschouwd worden als onvereenigbaar met onze instellingen.

De aanstaande verkiezingen kunnen slechts onmiddellijk het gevoelen van een deel van 't kiezerskorps vertolken.

Moet men dus de Kamers ontbinden en algemeene verkiezingen houden, of ware 't niet eenvoudiger, meer practisch en meer duidelijk het kiezerskorps rechtstreeks te raadplegen over het enkele vraagstuk der inlijving, elk politiek vraagstuk, elke kwestie van personen ter zijde gelaten?

Er valt aan te merken, dat tijdens de herziening van de Grondwet de toenmalige Regeering, daarin overeenstemmend met den Koning, zich verklaarde voor eene rechtstreeksche raadpleging der kiezers, onder zekere voorwaarden, die geregeld zouden worden door de nieuwe Grondwet.

Het voorstel werd ingetrokken, doch de heer Beernaert, hoofd des Kabinetts, verklaarde dat deze intrekking niet in zich besloot dat er in een gegeven geval geen gebruik zou worden gemaakt van den voorgestelden maatregel, die eigenlijk niets anders is dan eene wijze van uitoefening van het recht tot onderzoek, behoorende aan de beide Kamers.

Om deze redenen werd overgelegd het wetsvoorstel dat ik de eer heb te onderwerpen aan de beraadslagingen van de Kamer.

HUBIN.



PROPOSITION DE LOI

organisant une consultation du corps électoral sur la proposition d'acquisition de la colonie du Congo.

ARTICLE PREMIER.

Les citoyens inscrits sur les listes des électeurs pour la Chambre des Représentants seront appelés à émettre leur avis sur les deux questions suivantes :

I. — Y a-t-il lieu, pour la Belgique, de reprendre le Congo en usant des droits qui lui ont été conférés par le testament royal du 2 août 1889 et par les conventions qui le complètent ?

II. — La reprise du Congo peut-elle être subordonnée aux conditions indiquées dans le traité du 28 novembre 1907 et la convention additionnelle du 5 mars 1908 ?

Le résultat de cette consultation n'aura d'autre valeur que celle d'une enquête parlementaire.

ART. 2.

L'avis des électeurs, donné par l'article précédent, sera émis le dimanche . . . prochain.

ART. 3.

Les électeurs seront convoqués et les votes seront recueillis et recensés conformément aux dispositions du Code électoral.

WETSVOORSTEL

tot bijeenroeping van het Kiezerskorps om het te raadplegen omtrent het overnemen van den Congo als kolonie.

EERSTE ARTIKEL.

De burgers, die op de kiezerslijsten voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers zijn ingeschreven, worden geroepen om hunne meening over de volgende twee vragen te doen kennen :

I. — Bestaat er reden, voor België, om den Congo over te nemen, daarbij gebruik makende van de rechten aan België toegekend door het koninklijk testament van 2 Augustus 1889 en door de overeenkomsten die het aanvullen ?

II. — Kan de overneming van den Congo afhankelijk worden gemaakt van de voorwaarden, aangeduid in het verdrag van 28 November 1907 en in de bijkomende overeenkomst van 5 Maart 1908 ?

De uitslag van deze raadpleging zal geene andere waarde hebben dan die van een parlementair onderzoek.

ART. 2.

De meening der kiezers, ingevolge het vorig artikel gegeven, zal worden uitgedrukt op Zondag aanstaande...

ART. 3.

De kiezers worden opgeroepen en de stemmen opgenomen en geteld overeenkomstig de bepalingen van het Kieswetboek.

ART. 4.

Dans chaque arrondissement, le droit de désigner des témoins des opérations du vote et du dépouillement devra être exercé par 100 ou 50 électeurs, suivant la distinction établie par l'article 164 du Code électoral, et sauf à réduire le nombre des témoins désignés par application du troisième alinéa de l'article 165.

ART. 5.

Les bulletins de vote qui seront remis aux électeurs reproduiront les questions I et II, formulées en l'article premier, et porteront, à la droite de chaque question, une case réservée au vote affirmatif et surmontée du mot « oui » et, à la gauche de chaque question, une case identique réservée au vote négatif et surmontée du mot « non ».

Les cases réservées au vote seront noires et présenteront, au milieu, un petit cercle de la couleur du papier, comme il est dit à l'article 168 du Code électoral.

ART. 6.

Le Gouvernement transmettra le résultat officiel du vote au Roi, au Sénat et à la Chambre des Représentants.

ART. 4.

In elk arrondissement, moet het recht om voor de verrichtingen van stemmen en stemopneming getuigen aan te wijzen, worden uitgeoefend door 100 of 50 kiezers, volgens het onderscheid voorkomende in artikel 164 van het Kieswetboek en mits het getal getuigen, door toepassing van het 3^{de} lid van artikel 165 aangewezen, verminderd wordt.

ART. 5.

De aan de kiezers af te geven stembriefjes vermelden de in artikel 1 gestelde vragen I en II, en rechts van elke vraag staat een vak, aan de bevestigende stemming voorbehouden, met het woord : « ja » daarboven, en, links van elke vraag, een soortgelijk vak, aan de ontkennende stemming voorbehouden, met het woord : « neen » daarboven.

De vakken, aan de stemming voorbehouden, zijn zwart en in het midden daarvan staat een kleine cirkel van dezelfde kleur als het papier, zooals is gezegd in artikel 168 van het Kieswetboek.

ART. 6.

De Regeering doet den officieelen uitslag van de stemming kennen aan den Koning, aan den Senaat en aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

G. HUBIN.

L. FURNÉMONT.

L. BERTRAND.

C. DEMBLON.

J. DESTRIÉE.